

## Consultation relative aux modifications prévues du tarif des primes 1<sup>er</sup> janvier 2028

Au 1<sup>er</sup> janvier 2028, nous proposons les modifications suivantes:

- ❖ Art. 38 al. 5 et art. 39 al. 3 Détermination des primes: collectivisation des accidents survenus pendant la jeunesse
- ❖ Art. 44 al. 1<sup>bis</sup> Reprise d'entreprise: transfert des expériences acquises en matière de risque dans les cas spéciaux

### 1. Système de bonus-malus et tarification empirique: collectivisation des accidents survenus pendant la jeunesse

#### Situation initiale

Selon le nouvel art. 8 al. 3 LAA\*, sont également réputés accidents non professionnels les rechutes et les séquelles tardives causées par un accident qui n'était pas assuré selon la présente loi et qui est survenu avant l'âge de 25 ans révolus.

De tels accidents ne doivent pas être pris en compte dans l'évaluation du risque individuel d'une entreprise selon le système de bonus-malus (SBM) ou la tarification empirique (TE), car ils n'ont aucun lien avec l'entreprise dans laquelle la personne accidentée travaille au moment de la rechute ou des séquelles tardives. Au contraire, ils doivent être collectivisés, c'est-à-dire pris en charge par la classe concernée.

Par conséquent, il convient de compléter l'art. 38 al. 5 et l'art. 39 al. 3 du tarif des primes de manière à ce que les rechutes et les séquelles tardives d'accidents survenus pendant la jeunesse (art. 8 al. 3 LAA) ne soient pas prises en compte lors de la détermination des primes, par analogie avec les cas de recours et les cas dont les circonstances pourraient donner lieu à un recours.

\*Cet article n'est pas encore en vigueur.

#### Texte

Les modifications sont *mises en évidence* ou ~~barrées~~ en italique et en orange.

#### Art. 38 Système de bonus-malus AANP

<sup>1</sup> Dans le système de bonus-malus, les expériences individuelles acquises en matière de risque des unités de risque sont prises en compte pour la détermination des primes. La crédibilité indique dans quelle mesure les expériences individuelles acquises en matière de risque entrent en considération dans la détermination des primes.

<sup>2</sup> ...

<sup>5</sup> Les charges relatives aux cas de recours et aux cas dont les circonstances pourraient donner lieu à un recours *ainsi qu'aux rechutes et séquelles tardives d'accidents survenus pendant la jeunesse selon l'art. 8 al. 3 LAA* ne sont pas prises en compte.

<sup>6</sup> ...

## Art. 39 Tarification empirique

<sup>1</sup> Pour le calcul des taux de primes nets des grands clients, la prime nette nécessaire de l'unité de risque est d'abord déterminée selon les systèmes de bonus-malus. Il est ensuite procédé à l'évaluation du risque individuel de l'unité de risque, de sa participation aux composantes collectives ainsi que, dans l'AAP, de son besoin de compensation du risque et à l'adaptation de la prime nette nécessaire.

<sup>2</sup> ...

<sup>3</sup> Les cas de recours et les cas dont les circonstances pourraient donner lieu à un recours ne sont pas pris en compte. Font exception les accidents et les maladies professionnelles pour lesquels l'entreprise ou l'un de ses collaborateurs est totalement ou principalement responsable. *Les rechutes et les séquelles tardives d'accidents survenus pendant la jeunesse selon l'art. 8 al. 3 LAA ne sont pas non plus prises en compte.*

<sup>4</sup> ...

## 2. Reprise d'entreprise: transfert des expériences acquises en matière de risque dans les cas spéciaux

### Situation initiale

Lorsqu'une entreprise reprend une autre entreprise ou qu'une entreprise se scinde, les conséquences pour la tarification sont multiples: la nouvelle composition peut entraîner un changement des conditions d'exploitation. De plus, la question se pose de savoir ce qu'il advient des expériences acquises par les entreprises impliquées en matière de risque. La reprise des chiffres de sinistres ou une modification importante de la masse salariale peuvent avoir une influence importante sur la détermination des primes.

D'un point de vue juridique, il est délicat, d'une part, de transférer les chiffres de sinistres d'une entreprise à une autre. Pourtant, si ces chiffres ne sont pas transférés, ils seront imputés à la communauté de risque concernée, ce qui n'est cependant pas satisfaisant non plus. La solution choisie par la Suva se situe entre ces deux pôles: les expériences acquises en matière de risque sont transférées à la nouvelle entreprise uniquement si elles pèsent dans la balance et si l'on peut considérer que la nouvelle entité et l'ancienne entreprise représentent le même risque.

La condition pour le transfert des expériences en matière de risque est toutefois toujours, selon l'art. 44 du tarif des primes 1<sup>re</sup> phrase, qu'une entreprise ou une partie d'entreprise ait été reprise.

Lorsqu'une entreprise n'est pas radiée du registre du commerce, elle n'a pas été reprise du point de vue juridique. Selon la jurisprudence, il n'y a par exemple pas non plus reprise d'entreprise si l'ancienne entreprise a cessé ses activités dans le secteur assujéti à la Suva. Dans ce cas, il s'agit plutôt du transfert d'une partie de l'activité de l'entreprise. Par ailleurs, ces entreprises peuvent reprendre à tout moment leur activité commerciale habituelle et, en procédant ainsi, elles signalent également qu'elles souhaitent se garder toutes les options ouvertes.

Un cas particulier se présente lorsque l'ancienne entreprise continue d'exister mais que le but est modifié dans le registre du commerce, par exemple dans la gérance d'immeubles. C'est souvent le cas lors de règlements de succession lorsque le bien-fonds appartenant aux parents est intégré dans la société. Dans ce cas, la prochaine génération créera sa propre société qui reprendra l'exploitation opérationnelle, tandis que l'ancienne entreprise restera avec le bien immobilier chez les parents. Il est possible de supposer en l'occurrence qu'il s'agit d'une reprise de partie d'entreprises et que le transfert des expériences acquises en matière de risque ne pose pas de problème, pour autant que les autres conditions prévues à l'art. 44 al. 1 du tarif des primes soient remplies.

Mais il arrive parfois que l'ancienne entreprise ne soit pas radiée du registre du commerce et que son but ne soit pas modifié non plus. Cette opération a lieu en partie pour contourner l'art. 44 du tarif des primes, par exemple, pour éliminer un malus existant en raison d'un historique de sinistres défavorable et recommencer à un taux de base inférieur. En général, dans ce genre de cas, ce sont les mêmes personnes qui sont à la tête des deux entreprises, que ce soit en tant qu'organes d'une société anonyme ou en tant qu'associé d'une Sàrl.

Si des indices clairs parlent en faveur d'un tel contournement et que l'ancienne et la nouvelle entreprise ont au moins un organe ou des associés identiques, la Suva doit avoir la possibilité de transférer les expériences acquises en matière de risque, même si l'ancienne entreprise existe encore et si son but n'a pas changé dans le registre du commerce. Cela permet de garantir que les primes nettes de la nouvelle entreprise soient conformes au risque et qu'un éventuel déficit de primes ne doive pas être supporté par les autres membres de la communauté de risque.

À cet effet, l'art. 44 du tarif des primes doit être complété comme suit:

Les modifications sont mises en évidence *en italique et en orange*.

#### Texte

##### Art. 44 Reprise d'entreprise

<sup>1</sup> Lorsqu'une entreprise ou une partie d'entreprise occupant au moins six personnes est reprise par une autre entreprise, les expériences acquises en matière de risque de l'ancienne ou des anciennes entreprises sont intégrées dans le calcul des primes de la nouvelle entreprise, pour autant que les conditions suivantes soient remplies de manière cumulative:

- a. La nouvelle entreprise poursuit les activités de l'ancienne sans interruption temporelle notable (mandats, contrats d'entreprise, etc.).
- b. La nouvelle entreprise reprend pour l'essentiel le secteur d'activité de l'ancienne entreprise (au sens des caractéristiques significatives en matière de risque).
- c. Le personnel repris représente, dans l'ancienne entreprise, au moins 50 pour cent du personnel occupé durant les deux dernières années et, dans la nouvelle entreprise, au moins 20 pour cent du personnel occupé avant la reprise.
- d. La nouvelle entreprise exerce son activité avec l'outillage, les machines et les installations de l'ancienne entreprise, dans la mesure où ceux-ci font habituellement partie du genre d'exploitation concerné.

*<sup>1bis</sup> Si les conditions prévues à l'al. 1 let. a. à d. sont remplies, la Suva peut également transférer les expériences acquises en matière de risque à la nouvelle entreprise si l'ancienne entreprise n'est pas radiée du registre du commerce et que son but n'a pas été modifié au registre du commerce, mais qu'il existe des indices clairs suggérant un contournement de cette disposition et que l'ancienne et la nouvelle entreprise ont au moins un organe ou un associé ou une associée identique.*

<sup>2</sup> ...

---

Le texte complet du tarif des primes se trouve à l'adresse suivante: [www.suva.ch/tarifdesprimes](http://www.suva.ch/tarifdesprimes)